

Economie | Bayonne: Naissance d'un lobby eurorégion en faveur de l'arrivée de la LGV en Pays-basque



Le 9 janvier à la CCI du Pays-basque, personne ne manquait à l'appel de la première réunion économique de l'Eurorégion Aquitaine-Euskadi. Sous bonne garde policière, toutes les chambres consulaires, les élus de premier plan ainsi que les acteurs économiques majeurs ont témoigné leur attachement au projet de ligne à grande vitesse Sud Europe Atlantique. L'unanimité calfeutrée des débats a soudé l'alliance des convaincus contre « les forces rétrogrades » groupées dans le front hivernal. Aussi nombreux à l'intérieur que les manifestants à l'extérieur, environ 300 personnes chaque côté, les participants ont applaudi cette initiative forte.

17 chantiers des 24 tronçons entre la frontière française et le port routier de Vitoria sont lancés. Les espagnols du pays-basque lancent les derniers travaux « Dans quelques années vous verrez la réalité des infrastructures espagnoles », prévient M. Etchenique du gouvernement basque qui en a profité pour saluer la signature de la constitution de l'Eurorégion le 11 décembre 2011.

Les Espagnols, qui n'ont qu'une seule frontière terrestre avec l'Europe, veulent se connecter par le rail aux grandes métropoles. « On avait des ports, puis on a utilisé la route, demain c'est le train qui doit rapprocher les produits que l'on transforme sur les marchés européens », plaide le président de la CCI du Gipuzkoa. Celui de la CCI de Bilbao lance une banderille à la Real Companie nationale des trains espagnols, responsable selon lui : « d'un problème historique. »

Le témoignage venu de Belfort qui fait mouche

« Ceux qui n'auront pas le TGV dans les dix prochaines années vont se couper de la croissance », prédit Alain Seid, de la CCI de Belfort qui a inauguré sa ligne de chemin de fer le 11 décembre 2011. « Mais ça ne suffit pas d'avoir le TGV, ajoute-t-il, car c'est d'abord un transport de passagers. Pour le reste, tout se prépare. » À Belfort, 250 chefs d'entreprises du territoire se sont réunis pendant deux ans dans des clubs pour anticiper l'arrivée du TGV.

Thierry Blandinières, l'entrepreneur super-star du Sud-ouest, directeur général du groupe Maisadour, assure que ses projets tiennent compte de l'arrivée future de la LGV. « Delpeyrat veut rester à Mont-de-Marsan. Nous avons investi 10 millions d'euros à St-Pierre-du-Mont (Mont-de-Marsan). On avance l'argument de la future LGV pour recruter des jeunes talents qui ont besoin d'être proche des grandes villes. » Ce n'est pas Mme Darrieussecq, maire de Mont-de-Marsan, qui dira le contraire.

L'Etat réaffirme son soutien à la LGV par une lettre à Jean Grenet

Suite aux déclarations de Nathalie Kosiuscko-Morizet qui semblait mettre entre parenthèse la continuité du projet LGV au sud de Bordeaux le maire de Bayonne, Jean Grenet a interpellé François Fillon. Ce dernier lui a répondu par courrier datée de mi-janvier. Jean Grenet n'est pas peu fier de lire la lettre du premier ministre devant l'assistance. Selon celle-ci, l'Etat s'engage à se tenir à côté des collectivités locales pour le financement de la LGV en direction de l'Espagne.

L'ambiance a pris des allures festives en fin de cérémonie lorsque les différents élus et représentants des chambres consulaires ont revêtu, Laurent Courbu président de la Chambre régionale de commerce et d'industrie en tête, un maillot de rugby pour marquer leur union. Mais dans cette équipe, Patrick de Stampa, président de la CCI de Pau, est apparu quelque peu relégué sur le banc de touche. Son plaidoyer pour une desserte du Béarn et de la Bigorre a fait sourire une assistance soudée autour d'une préoccupation unique.

photo : Aqui.fr

Olivier Darrioume



Olivier Darrioume

Crédit Photo : Aq

Publié sur aqui.fr le 10/02/2012

[Url de cet article](#)